

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 23/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALVA

3 rue des Chevaliers
44400 Rezé

Références : 2023-01645
Code AIOT : 0054401422

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2023 dans l'établissement ALVA implanté 3 rue des Chevaliers 44400 Rezé. L'inspection a été annoncée le 23/05/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques

(<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluri-annuel de contrôles (site prioritaire faisant l'objet d'une inspection annuelle).

Elle a inclus :

- un suivi de la mise en demeure du 10 mai 2023 liée aux odeurs engendrées par l'atelier de séchage des eaux gélatineuses,
- des points de contrôle dans le cadre des actions nationales « sécheresse 2023 » et « fluides frigorigènes 2023 ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALVA
- 3 rue des Chevaliers 44400 Rezé
- Code AIOT : 0054401422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ALVA est spécialisée dans la fonte et le raffinage de corps gras animaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- inspection générale sur des prescriptions de l'arrêté préfectoral du site (eau, air, sécurité...),
- suivi de la mise en demeure du 10 mai 2023 liée aux odeurs engendrées par l'atelier de séchage des eaux gélatineuses,
- points de contrôle dans le cadre des actions nationales « sécheresse 2023 » et « fluides frigorigènes 2023 ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Odeurs -Généralités	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 4.2.1	/	Sans objet
5	Émissions d'odeurs liées à l'activité de séchage des eaux gélatineuses	AP de Mise en Demeure du 10/05/2023, article 1	/	Sans objet
9	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires industrielles	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 5.3.8	/	Sans objet
14	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 8.5.3	/	Sans objet
21	Dispositif de suivi des prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article 15	/	Sans objet
25	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volume d'activité	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 1.1.2	/	Sans objet
2	Autosurveillance des rejets dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 9.2.3	/	Sans objet
4	Autosurveillance des émissions odorantes	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 4.2.5 et 9.2.3	/	Sans objet
6	Émissions d'odeurs liées à l'activité de séchage des eaux gélatineuses	AP de Mise en Demeure du 10/05/2023, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 5.2.3	/	Sans objet
8	Gestion des ouvrages : conception, dys-fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 5.3.3	/	Sans objet
10	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 5.3.11	/	Sans objet
11	Prévention des pollutions accidentelles - Généralités	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 8.5.1	/	Sans objet
12	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 6.1.4	/	Sans objet
13	Installations électriques – Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 8.3.3	/	Sans objet
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 8.6.3	/	Sans objet
16	Prévention de la légionellose	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 4.3	/	Sans objet
17	Prescriptions Sécheresse AP site	AP Complémentaire du 13/09/2022, article 1	/	Sans objet
18	Arrêté sécheresse départemental	AP Complémentaire du 13/09/2022, article 1	/	Sans objet
19	Arrêté sécheresse départemental	AP Complémentaire du 13/09/2022, article 1	/	Sans objet
20	Autorisation de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 5.1.1	/	Sans objet
22	Volumes rejetés	Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 5.3.8	/	Sans objet
23	Utilisation efficace de la ressource	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
24	Déclaration des prélèvements sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet
26	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	/	Sans objet
27	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3	/	Sans objet
28	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79	/	Sans objet
29	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	/	Sans objet
30	Confinement – Carnet d'entretien des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	/	Sans objet
31	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4	/	Sans objet
32	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89	/	Sans objet
33	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
34	Marque de contrôle – détection de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	/	Sans objet
35	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet
36	Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 10.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 1er juin 2023 n'a pas mis en évidence de non-conformité majeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des quantités autorisées
Constats : Tonnages 2022 transmis par l'exploitant : 30 433 tonnes de produits traités pour 253 jours de production soit 120,3 tonnes par jour en moyenne (en baisse par rapport aux années précédentes – 144,t/j en 2021)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Autosurveillance des rejets dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions dans l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des fréquences de contrôles et des valeurs limite d'émission pour les chaudières
Constats : Suivi des chaudières gaz : contrôles tous les 2 ans réalisés par un organisme agréé Rapports du 22 juillet 2022 transmis pour les deux installations (efficacité énergétique et rejets atmosphériques) : résultats conformes
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Odeurs -Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions (air)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Limitation des émissions d'odeurs
Constats : Station d'épuration : <ul style="list-style-type: none">- le local des boues est fermé et les travaux sur la porte et l'aération du local du flottateur sont terminés ; l'exploitation de ce local se fait désormais avec la porte fermée (constaté lors de l'inspection);- remplacement complet du charbon actif granulaire du traitement de l'air de la STEP les 22-23/05/2023 (bordereaux des travaux et de suivi des déchets transmis); Usine : <ul style="list-style-type: none">- remplacement complet de la biomasse du traitement de l'air de l'usine le week-end des 01-02/04/2023 (bordereau transmis) ;- le joint de la canalisation de l'arrivée d'air au niveau du biofiltre est en mauvais état, ce qui pourrait entraîner des dégagements d'odeurs (pas de pic d'odeur ressenti lors de l'inspection);- présence de vapeurs de cuisson au-dessus du local de raffinage. Odeurs liées au nouvel atelier de séchage des eaux gélatineuses : La société ALVA a débuté, en février 2023, une activité de séchage d'eaux gélatineuses. Cette activité a été à l'origine de nombreuses plaintes de riverains. Afin d'encadrer le fonctionnement de cette nouvelle activité, le site a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 10 mai 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance des émissions odorantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 4.2.5 et 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions (air)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émission et des fréquences de mesures
Constats : La fréquence semestrielle d'analyse des odeurs est respectée (au titre de 2022, campagnes de mesures en juin et décembre) Les rapports de la société EGIS ont été transmis à l'inspection : les débits d'odeurs en sortie de biofiltre de l'usine et pour la station d'épuration étaient conformes pour les deux campagnes (abattement des traitements respectivement de 97 et 95%).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Émissions d'odeurs liées à l'activité de séchage des eaux gélatineuses (suivi APMD)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cesser l'activité de séchage des eaux gélatineuses, ou la réduire de manière à ce qu'elle ne soit plus émettrice d'odeurs, le temps de la mise en place d'une solution de traitement de l'air efficace (temporaire et/ou fixe). Des essais techniques permettant de tester des solutions de traitement pourront être effectués après accord de l'inspection des installations classées et prévenance de la mairie de REZE et des riverains.
Constats : La société Alva a informé l'inspection (et la mairie de Rezé) de son plan d'actions chaque semaine : - échange téléphonique avec l'inspection le 16/05 : validation des essais pour la semaine 21 (1h le 25/05 et l'après-midi du 25/05) - mail de prévenance chaque vendredi. Par ailleurs, la société ALVA a indiqué avoir un contact téléphonique hebdomadaire avec le responsable de l'association de riverains. Hors essais ponctuels, l'activité fonctionne uniquement la nuit de 21h à 7h sans augmentation des plaintes. Lors de l'inspection : - l'atelier de séchage des eaux gélatineuses n'était pas en fonctionnement ; - le système d'injection du neutralisant d'odeurs, connecté à l'aspiration d'air, a été observé (fiches technique et des données de sécurité transmises) ; - le laveur d'air temporaire a été reçu (vu sur site) et sera connecté courant juin. NB : Depuis la date de l'inspection, un renforcement des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 10 mai 2023 a été proposé (arrêt de l'atelier y compris la nuit dans l'attente de la mise en place d'un traitement de l'air efficace)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Émissions d'odeurs liées à l'activité de séchage des eaux gélatineuses (suivi APMD)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/05/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Transmettre à l'inspection des installations classées les conclusions de l'étude d'odeurs réalisée le 26 avril 2023
Constats : Des mesures d'odeurs ont été réalisées par l'exploitant le 26/04/2023 et le 24/05/2023 en vue d'évaluer les émissions odorantes de son nouvel atelier de séchage des eaux gélatineuses et l'efficacité d'un neutralisant d'odeurs. Les résultats ont été transmis à l'inspection le 19 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Entretien des réseaux d'eaux usées et pluviales
Constats : - derniers curages préventifs du réseau d'eaux usées industrielles en janvier/février 2022 (réseau usine) et le 09 mai 2023 (réseau fondoir uniquement) : bordereaux transmis - curage du réseau des eaux pluviales les 02 et 03/02/2023 (bon de travaux et bordereau de suivi des déchets transmis)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 5.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Gestion de la station d'épuration
Constats : - la gestion de la station d'épuration a été confiée à un prestataire ; un à deux techniciens de cette société sont présents sur site, les jours ouvrables de 8 à 17 h environ ; en dehors de ces périodes, il existe une astreinte ; - les travaux du bassin tampon sont terminés, une quatrième raquette d'aération va être ajoutée sur cet ouvrage ; - les cuves utilisées pendant les travaux du bassin sont en cours de nettoyage avant leur enlèvement ; - le vestiaire (porter-à-connaissance du 28/10/2022) n'a pas été construit ; - le site de la station est bien tenu. En ce qui concerne l'exploitation de la station, un dysfonctionnement a été constaté en décembre 2022/janvier 2023 avec des non-conformités majeures pour plusieurs paramètres ; des actions correctives ont été mises en œuvre et le fonctionnement de la station a été normalisé : une fiche d'incident a été transmise pour ce dysfonctionnement (montée importante de la salinité puis arrivée massive d'azote réfractaire).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 5.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émission
Constats : Les fréquences d'analyses sont respectées et les résultats sont transmis chaque mois à l'inspection via l'application GIDAF. Des non-conformités ponctuelles ont été constatées sur la DCO et les MES en 2022/2023. Pour l'azote, des dépassements sont relevés régulièrement : l'exploitant explique ces non-conformités ponctuelles par la production à base de canard (plus d'impuretés à traiter) et à des pics d'eaux gélatineuses concentrées (volume du bassin tampon limité) et a initié une étude pour mieux évaluer les impacts de ses différentes productions sur le fonctionnement de la station. La station d'épuration a connu un dysfonctionnement en décembre 2022/janvier 2023 (voir point précédent).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 5.3.11
Thème(s) : Produits chimiques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Analyses des eaux pluviales
Constats : - analyses des eaux pluviales les 15/02/2022 et 04/11/2022 (résultats transmis – conformes pour tous les paramètres de l'AP)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prévention des pollutions accidentelles - Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Eau (prévention des pollutions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Maîtrise des risques de pollution accidentelle du réseau d'eaux pluviales
Constats : - les buses des bassins de rétention des cuves de graisses donnent sur le réseau des eaux pluviales ; celui-ci peut être obstrué et isolé du milieu (vannes non observées) ; - en ce qui concerne l'aire de dépotage de l'acide sulfurique et de la soude, reliée au réseau des eaux pluviales, une solution (plaques) est étudiée pour protéger le réseau le temps de fermer la vanne isolant le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 6.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Gestion des déchets
Constats : - les zones de stockage des déchets (auvent le long de la façade arrière et zone face au local de maintenance) sont bien tenues - l'exploitant est en recherche d'une filière pour recycler le plastique usagé (très peu de volume)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Installations électriques – Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 8.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification et entretien des installations électriques
Constats : Dernières vérifications des installations électriques (rapports transmis) – fréquences annuelles de vérification respectées : - STEP le 23/11/2022 (Q18 du 05/12/2022 avec deux dangers relevés dont 1 déjà signalé) - usine du 21 au 29/11/2022 (175 NC relevées, Q18 du 07/12/2022 avec quatre types dangers relevés déjà signalés) - thermographie réalisée le 13/06/2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Eau (prévention des pollutions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Présence et entretien des rétentions
Constats : - les produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau observés, au niveau de l'usine (intérieur et extérieur) et de la station d'épuration sont stockés sur des dispositifs de rétention, ceux-ci sont entretenus (ceux qui ont été observés étaient vides) ; - deux non-conformités, liées à des stockages temporaires, ont cependant été relevées : un container de soude (peu rempli) sur le site de la station et trois bidons de produits de traitement d'eau de la chaudière dans un local de stockage à proximité de l'atelier de raffinage
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification et entretien des moyens de lutte contre l'incendie
Constats : - dernier exercice le 22/04/2022 : fiche d'observation transmise Dernières vérifications par un prestataire (tous les rapports ont été transmis) - fréquences annuelles de vérification respectées : - alarmes le 21/03/2023 (équipements fonctionnels) - RIA le 20/03/2023 - BAES (éclairages de sécurité) le 20/03/2023 (réparations effectuées le 30/03/2023) - Extincteurs du 20 au 22/03/2023 et 30/03/2023 pour 4 extincteurs mobiles (maintenance effectuée) - Portes coupe-feu le 10/03/2023 (fonctionnelles) - Trappes de désenfumage le 30/03/2023
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Prévention de la légionellose

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions (air)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 (TAR soumises à déclaration)
Constats : Le site relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 : prise d'acte du 07/01/2022, passage de E à D après la suppression de la tour C ; l'échangeur à plaques la remplaçant a été observé ; Les tours aéroréfrigérantes du site font l'objet d'un suivi (TAR A 175 kW, TARs B 1940 kW (neuves), TAR D 304 kW). Les fréquences d'analyses de légionelles sont respectées et les résultats (conformes) sont transmis à l'inspection via l'application GIDAF. Le bilan annuel 2022 a été transmis le 28/03/2023. L'accès à la tour A est limité (échelle cadenassée) et le panneau de port du masque est visible. Les accès aux autres tours n'ont pas été observés. L'exploitant a pour projet de supprimer la tour A en fin d'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Points de contrôle dans le cadre de l'action nationale sécheresse 2023

N° 17 : Prescriptions Sécheresse AP site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/09/2022, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse AP site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescription sécheresse de l'AP du site – Toute prescription applicable, notamment par l'atteinte des différents seuils entraînant des mesures de restrictions, relative à la gestion d'un épisode de sécheresse
Constats : Le site a produit une étude technico-économique visant à la réduction des consommations d'eau (courrier du 20 juin 2021). A la suite de cette étude, le site a fait l'objet d'un arrêté de prescriptions complémentaires en date du 13 septembre 2022 actant les mesures prises de manière pérenne et les actions à mener à partir du seuil de l'alerte renforcée. Il est à noter que le site ne peut pas réduire significativement sa consommation d'eau de manière ponctuelle sans diminuer voire cesser son activité, ses efforts de réduction d'eau portent donc principalement sur la réduction d'eau pérenne (-20 % entre 2020 et 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Arrêté sécheresse départemental

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/09/2022, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prescriptions sécheresse de l'arrêté cadre départemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute prescription relative à la sécheresse selon les différents seuils de déclenchement des restrictions
Constats : En période de sécheresse, le site cesse l'arrosage de ses espaces verts et haies ainsi que le nettoyage extérieur des véhicules. En cas de nécessité, il pourrait faire l'objet d'un arrêt temporaire sur décision préfectorale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Arrêté sécheresse départemental

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/09/2022, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Arrêt des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêt partiel ou temporaire des prélèvements sur décision du Préfet
Constats : L'inspection ayant lieu hors période d'alerte, elle a porté sur les mesures pérennes. Ont été observés : - le nettoyage de la cour avec une auto-laveuse, peu consommatrice d'eau, au lieu d'un nettoyage au jet, - le recyclage d'une partie de l'eau de la station pour alimenter une mare à l'entrée de celle-ci, - le projet de remplacer les groupes frigorifiques BITZER et TRANE, l'un de ces équipements devant être arrosé en période de forte chaleur, son remplacement permettra une réduction de la consommation d'eau, - la recherche et la réparation des fuites d'eau (une fuite mineure a été constatée sous la TAR A). Une liste des actions réalisées et à venir avec les gains réalisés a été demandée à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Autorisation de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 5.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Usages de l'eau – Ressources prélevées – Valeurs limites de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute prescription relative aux niveaux de consommation
Constats : Le site est alimenté exclusivement par le réseau public. Pour 2022, la consommation journalière prescrite était respectée : VLE comprise entre 450 et 650 m ³ /j – conso moyenne journalière (sur un mois) comprise entre 316 et 614 m ³ – baisse de consommation depuis mars 2023 (environ 350 m ³ /j en moyenne) En août 2023 (sécheresse-niveau crise), la consommation moyenne journalière était de 356 m ³ /j.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Dispositif de suivi des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des prélèvements (toutes ressources)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».
Constats : Le site réalise un relevé mensuel de sa consommation d'eau. La consommation journalière est calculée mais il n'y a pas de relevé tous les jours (prévu dans le plan d'actions)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Volumes rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2009, article 5.3.8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Volumes rejetés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Prescription relative au volume rejeté
Constats : 209 m3/j en moyenne entre 2022 et 2023 Taux de restitution d'environ 78 % en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Utilisation efficace de la ressource

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Utilisation efficace de la ressource
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : « - utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
Constats : Bien que les possibilités soient limitées, le site étudie des possibilités de réutiliser l'eau traitée dans sa station d'épuration. Actuellement, une partie de celle-ci alimente une mare à l'entrée de la STEP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Déclaration des prélèvements sur GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Vérifier que l'exploitant déclare correctement sur GEREP et GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an
Constats : Suite à un dysfonctionnement de l'application, la société ALVA n'a pas pu faire sa déclaration 2022. Les informations concernant la consommation d'eau ont été transmises à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Points de contrôle dans le cadre de l'action nationale fluides frigorigènes 2023

N° 25 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

Référence réglementaire : Décret du 22/10/2018
Thème(s) : Actions nationales 2023, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)
Constats : Le site Alva est soumis à la rubrique 1185-2-a. Une liste des installations frigorifiques du site et des fluides utilisés (nature et quantité) a été demandée à l'exploitant. Le site utilise, entre autres, du R507A dont le pouvoir de réchauffement global est supérieur à 2500 (à partir du 1er janvier 2020 la recharge ne peut être faite qu'à partir de fluide recyclé ou régénéré).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Identification des équipements concernés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018) Annexe 1 Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.
Constats : Étiquetage des équipements contenant des fluides : les équipements vus (centrale TRANE et climatisations du laboratoire) comportaient une étiquette indiquant le fluide utilisé et la quantité chargée
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction de certains fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 13 – Restrictions d'utilisation[....] 3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus, est interdite. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C. Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ; b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
<p>Constats : Une fuite de 250kg de R507a a été réparée sur une vanne de la centrale BITZER en avril 2022 : recharge avec du R507a régénéré (GWP supérieur à 2500 - fiche d'intervention transmise)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : Mise en service d'un équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article R. 543-79 du code de l'environnement Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française. [...]</p>
<p>Constats : Pas d'équipement récent sur le site mais la prescription est rappelée à l'exploitant pour ses futures installations. Nouveaux équipements en cours d'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
Thème(s) : Actions nationales 2023, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article R. 543-78 du code de l'environnement Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p>
<p>Constats : Contrat de maintenance avec un prestataire depuis 2019 L'attestation d'aptitude de l'agent qui intervient sur le site ALVA pour cette société a été transmise (26/06/2020-CCI de Maine et Loire)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 30 : Confinement – Carnet d’entretien des équipements

Référence réglementaire : Code de l’environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R. 543-82 du code de l’environnement : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. [...]
Constats : Fiches d'intervention des équipements transmises (voir point 33) Équipements concernés : - « chambre froide 1ère petit groupe » : 20 kg de R404a - « chambre froide déchets 2 » : 45 kg de R448A - « stockage matières Trane » : 97 kg de R407c - « centrale Bitzer » : 400 kg de R407A - « chambre froide palettes » : 20 kg de R407F
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 31 : Interdiction d’utilisation des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction de certains fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règlement n°1005/2009 du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (annexe I du règlement n°1005/2009 relative aux substances réglementées). Articles 11.3 et 11.4 relatifs aux hydrochlorofluorocarbures
Constats : Non concerné : la société n’a plus de R22 sur son site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 32 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R. 543-89
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R. 543-89 du code de l'environnement : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.
Constats : Une fuite de 250kg de R507a sur une vanne de la centrale BITZER en avril 2022 réparée. Pas de nouvelle fuite constatée depuis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 33 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Fréquence des contrôles périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4 Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : Rapports de maintenance/fiches d'intervention des équipements transmis pour les équipements suivants : - « chambre froide 1ère petit groupe » : 20 kg de R404a (24/01/2022 - non contrôlé au 2è semestre 2022 car en panne – 15/06/2023) - « chambre froide déchets 2 » : 45 kg de R448A (24/01/2022 – 08/06/2022 - 02/02/2023 – 15/06/2023) - « stockage matières Trane » : 97 kg de R407c (24/01/2022 – 08/06/2022 - 02/02/2023 - 26/05/2023 – 15/06/2023) - « centrale Bitzer » : 400 kg de R407A (24/01/2022 – 20/04/2022(fuite) - 11/07/2022- 02/02/2023 – 26/05/2023) Pour ces équipements, la fréquence de contrôles semestrielle a été respectée .- « chambre froide palettes » : 20 kg de R407F (24/01/2022 – 20/04/2022- 26/05/2023 - fréquence de contrôle annuelle respectée)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 34 : Marque de contrôle – détection de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Marque de contrôle à apposer en cas de fuite
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 7 Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p>
Constats : Des macarons bleus (conformes) ont été constatés sur les équipements observés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 35 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets – Article 4 I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.</p>
Constats : Une fuite de 250kg de R507a en avril 2022 mais l'accès de l'exploitant à l'application GERE n'ayant pas pu être rétabli, celui-ci n'a pas pu faire sa déclaration.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 36 : Application des meilleures techniques disponibles (BREF FDM)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 10.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction de certains fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 10.2. Fluides frigorigènes L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.
Constats : Non concerné : le site est classé au titre de la rubrique 3642 mais relève du BREF SA
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet